

22 Juillet 2020

Monsieur le Ministre Lametti,

Je vous écris au nom du Comité central mennonite (MCC) Canada pour exprimer notre soutien à l'engagement pris par votre gouvernement d'adopter une loi visant à créer un cadre pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (la Déclaration), et pour vous demander de prendre des mesures à ce sujet.

Depuis plus de quarante ans, le MCC s'efforce d'établir de bonnes relations entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada, de réfléchir à notre propre histoire coloniale, d'écouter attentivement la voix des autochtones et de plaider en faveur d'un changement politique concret au Canada. En tant qu'organisation engagée à œuvrer à la réconciliation dans le cadre de notre foi chrétienne, nous pensons que nos relations avec les peuples autochtones ont un besoin profond de guérison. Nous offrons une fois de plus notre soutien pour une application législative de la Déclaration. Notre soutien à cette législation est un élément essentiel de notre responsabilité collective pour la réconciliation et fait partie de notre affirmation de l'appel à l'action n° 48 de la Commission de vérité et de réconciliation (CVR).

Notre soutien à une telle législation est encadré et façonné par les considérations suivantes :

- La CVR se réfère à la Déclaration comme cadre pour la réconciliation dans les appels à l'action 43 et 48. Grâce à la mise en œuvre législative de la Déclaration, le Canada passera de nobles paroles d'excuses et d'aspiration à une coopération avec les peuples autochtones et affirmera la justiciabilité des droits des autochtones. Cela est essentiel pour l'intégrité de la réconciliation et des engagements collectifs pris pour faire respecter la CVR.
- Comme vous le savez, le projet de loi C-262 a été adopté par la Chambre des communes lors de la dernière législature. Ce projet de loi a bénéficié d'un large soutien des communautés autochtones, a fait l'objet d'un débat approfondi au sein d'une commission parlementaire (y compris les témoignages de 71 personnes) et a bénéficié du soutien actif de nombreux groupes confessionnels et de la société civile, y compris de nombreux partisans et électeurs du MCC. Nous sommes heureux d'apprendre que votre gouvernement considère le projet de loi C-262 comme fondement pour une loi de mise en œuvre au Parlement et qu'il soutiendra vigoureusement ce principe.
- La COVID-19 ainsi que ce Parlement où le gouvernement est minoritaire peuvent faire obstacle à l'introduction et à l'adoption rapides de la législation proposée. L'attention du public sur le racisme systémique et l'impact continu de la COVID-19 sur les communautés autochtones soulignent toutefois l'urgence d'avoir des mesures visant à protéger les droits des autochtones dans la loi. Par conséquent, nous vous demandons instamment d'honorer

l'engagement de votre gouvernement à l'égard de cette législation qui constitue une priorité absolue. Veuillez tout mettre œuvre pour que cette législation reçoive la sanction royale avant les prochaines élections.

- Tout effort de codéveloppement axé sur le soutien des autochtones à la législation doit inclure des engagements clairs en faveur d'une mise en œuvre au niveau communautaire, tant pendant le processus de création de la législation qu'une fois la législation en place.

Nous vous demandons d'examiner attentivement les points ci-dessus lorsque vous prendrez des mesures pour introduire la législation promise. En outre, nous nous engageons à témoigner publiquement et clairement en faveur de la législation qui repose sur le projet de loi C-262. N'hésitez pas à nous faire savoir comment nous pouvons soutenir efficacement l'adoption rapide de cette législation.

En tant qu'organisation dédiée à la réconciliation, nous nous engageons à suivre ce chemin avec vous et à vous soutenir, vous et vos collègues du gouvernement, par nos prières.

Cordialement,



Rick Cober Bauman
Executive Director
MCC Canada

CC: The Right Honourable Justin Trudeau, Prime Minister of Canada

The Honourable Carolyn Bennett, Minister of Crown Indigenous Relations

The Honourable Marc Miller, Minister of Indigenous Services

The Honourable Rob Moore, Official Opposition Critic for Justice, Conservative Party of Canada

Alistair MacGregor, Critic for Justice, New Democratic Party

Rheal Fortin Critic for Justice, Bloc Québécois

Jamie Schmale, Official Opposition Critic for Crown-Indigenous Relations, Conservative Party of Canada

Gary Vidal, Official Opposition Critic for Indigenous Services, Conservative Party of Canada

Jagmeet Singh, Critic for Crown-Indigenous Relations and Indigenous Services, New Democratic Party of Canada

Sylvie Berube, Critic for Crown-Indigenous Relations, Bloc Québécois

Jo-Ann Roberts, Leader Green Party of Canada